

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Les défis de Projet Montréal. Entretien avec Michel Camus

Pierre Beaudet

Numéro 22, automne 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91548ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2019). Les défis de Projet Montréal. Entretien avec Michel Camus. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (22), 205–215.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les défis de Projet Montréal

Entretien avec Michel Camus

Pierre Beaudet

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

Michel Camus¹ a été président de Projet Montréal (PM) de 2011 à 2016, au moment où Valérie Plante sortait de l'ombre pour triompher à la mairie lors des élections de novembre 2017. Aujourd'hui, les 35 élu-e-s de PM au conseil municipal (sur un total de 65)² se heurtent aux réalités plutôt lourdes du pouvoir, du moins, celui, assez limité, qui découle du positionnement des municipalités au Québec. Toujours militant de Projet Montréal dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Michel Camus répond à nos questions³. Comment expliquer cette victoire inattendue ? Qu'est-ce que Projet Montréal et la populaire mairesse représentent ? Où s'en va la métropole ?

P.B. — Rappelle-nous un peu les origines de Projet Montréal.

M. C. — Frustrés par la domination malsaine de l'automobile, du béton, des promoteurs immobiliers et de l'étalement urbain à Montréal, Richard Bergeron⁴ et son ami, l'ingénieur Claude Mainville, décident de créer le parti Projet Montréal en 2004 autour

1 Michel Camus, diplômé de l'Université de Montréal et de l'Université McGill, a été épidémiologiste dans la fonction publique fédérale. Il demeure un membre actif de Projet Montréal.

2 Il y a 103 postes, incluant ceux du conseil municipal et des 19 conseils d'arrondissement. Présentement, outre le conseil municipal, 10 des 18 arrondissements de Montréal sont administrés par des élu-es de Projet Montréal.

3 L'entrevue a été réalisée à Montréal le 5 mai 2019.

4 Né à Alma en 1955, Richard Bergeron a fait des études en urbanisme avant d'être volontaire pour un organisme de coopération internationale en Guinée-Bissau. Il a été par la suite professeur associé, auteur, consultant auprès du gouvernement québécois et de l'Agence métropolitaine de Montréal, président de la Fédération des coopératives d'habitation de la Ville de Montréal.

du « nouvel urbanisme » fondé sur une ville à l'échelle humaine et sur les transports collectifs et actifs. Bergeron est un homme passionné, un expert reconnu sur les questions de transport et d'urbanisme. Et l'équipe de Projet Montréal compte plusieurs universitaires bien documentés en urbanisme et en transport, inspirés, comme lui, par les meilleures pratiques de villes d'avant-garde de divers pays.

Les fondateurs de PM veulent s'attaquer à des problèmes critiques: l'étalement urbain, la fuite des familles vers la banlieue, la dépendance à l'automobile, la détérioration des milieux de vie, des quartiers et des espaces verts, la spéculation foncière, la dégradation du parc de logements locatifs abordables et familiaux, le sous-financement des transports collectifs résultant du surfinancement des routes, autoroutes et stationnements, la congestion automobile, etc. Il faut un parti politique pour s'attaquer à ces problèmes nourris par la vision attardée du développement urbain de la ville de Montréal et du ministère des Transports du Québec, encore campés dans le « modernisme » du tout à l'auto de l'après-guerre.

En 2005, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal élit le premier conseiller municipal de Projet Montréal, Richard Bergeron. Il réussit à rallier au parti deux conseillers adverses. Bergeron préside le premier congrès du parti devant quelque 300 membres. Puis, aux élections de 2009, Projet Montréal fait élire 14 candidates et candidats (sur 103), dont deux maires d'arrondissement (Luc Ferrandez et François Croteau), mais Bergeron arrive troisième dans la course à la mairie.

P.B. — Comment le parti se définit-il dans ce nouveau contexte ?

M. C. — On m'invite à solliciter la présidence du parti lors du congrès de 2011 pour favoriser l'écoute et l'unité entre des tendances tactiques plus ou moins opposées dans le parti. Luc Ferrandez et son équipe veulent agir rapidement, ils ne croient pas qu'ils pourraient être réélus, notre programme étant trop d'avant-garde. François Croteau, pour sa part, veut avancer plus prudemment pour gagner la confiance des électrices et des électeurs non convaincus. Au milieu de ces tensions, Richard Bergeron se présente comme un urbaniste rationaliste qui veut libérer la ville de l'hégémonie de l'automobile et la rendre à ses citoyens. Dans un discours au congrès de 2011, Richard rejette de façon insistante les étiquettes de « gauche » et d'« écologiste » et toute autre étiquette que les chroniqueurs veulent lui faire porter. Malgré cela, Richard et le parti demeurent la cible des médias et des politiciens traditionnels qui les traitent de rêveurs, d'utopistes. D'un côté, le noyau de Projet Montréal tient à ses convictions et méprise la « petite politique » qui prétend plaire à tout un chacun. Cela séduit une partie de la population écœurée par la politicaillerie municipale. Mais de l'autre côté, le style techniciste, un peu cérébral, parfois hautain, de Richard et les arguments intellectuels et anticonformistes du programme rebutent une autre partie de la population qui ne veut qu'un « bon maire », affable et ne dérangeant pas l'ordre

des choses. Néanmoins, la logique rigoureuse et la compétence des porte-paroles de PM, leur vision large et ambitieuse démontrent une cohérence et une ferveur sincères qui finissent par convaincre, du moins en matière de transports collectifs et de verdissement.

Toutefois, à l'intérieur du parti, l'assurance de Bergeron et l'effervescence de ses projets ne le portent pas à consulter son entourage. Il n'est pas très à l'écoute de sa base bien qu'il participe aux instances du parti, qu'il estime la participation militante des membres, et donc leur capacité à comprendre ses idées... Richard demeure le chef incontesté, le fondateur courageux et méritant du parti, mais il mécontente de plus en plus son entourage par des idées impromptues, grandioses ou incongrues. Il demeure aussi le leader du parti en vertu de sa compétence et de son positionnement mitoyen entre la « gauche » de Projet Montréal, rappelant l'ancien Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), et une tendance plus modérée et « tactique », préoccupée de ne pas bousculer les médias et la population.

Un facteur d'unité demeure cependant : c'est l'organisation et les multiples instances démocratiques du parti, notamment son conseil de direction où différents courants se rencontrent, s'expriment et discutent de la construction du « Projet », et de ses interactions avec la population des quartiers. Un sentiment d'écoute et de « lutte joyeuse » l'emporte sur les différences.

P.B. — Qu'est-ce qui affaiblit cette capacité de travailler ensemble ?

M. C. — Richard Bergeron mine sa crédibilité durant le Printemps étudiant de 2012. Même si notre direction critiquait la loi 12⁵ et le règlement municipal P-6⁶, Richard justifie en partie la répression policière envers des manifestantes et des manifestants. Cela scandalise bien des étudiantes et des étudiants mais aussi nos élu-e-s et membres. Quelques mois plus tard, pour plaire au Regroupement des gens d'affaires et résidents de Ville-Marie pour la sécurité publique qui se plaignait des itinérants, Bergeron déclare que, s'il est élu maire, il *les* expulserait de Montréal. Ces positions « autoritaristes » choquent les élu-e-s, la base du parti et les sympathisants de PM. Heureusement, en vue de la campagne électorale de 2013, le conseil de direction très uni et enthousiaste amorce une refonte du programme et met à contribution plus de 300 membres, les associations locales et divers comités de travail pendant neuf mois

5 Loi spéciale adoptée par le gouvernement libéral de Jean Charest et visant à mettre fin au conflit étudiant. (NdR)

6 Le *Règlement sur la prévention des troubles de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics* (RRVM P-6), amendé durant le Printemps étudiant, visait à empêcher tout attroupement, assemblée ou défilé dans l'espace public n'ayant pas soumis son lieu ou itinéraire au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), et empêchait quiconque participant à quelque assemblée, attroupement ou défilé dans l'espace public de se couvrir le visage sans motif raisonnable. (NdR)

de débats. Bien que quelques propositions aient été modifiées par Richard Bergeron, particulièrement celles sur le logement social, la presque totalité des propositions est soumise au vote dans un congrès stimulant et mobilisateur pour la campagne électorale qui s'avère particulièrement dynamique et forte.

P.B. — Mais cette belle unité est mise à mal par l'élection de 2013...

M. C. — En effet, Bergeron est encore une fois vaincu à la mairie et se fait même distancer par Mélanie Jolie qui n'a aucun projet ni programme. Peu après, il abandonne Projet Montréal – il reste conseiller municipal indépendant – pour accepter une nomination gratifiante au comité exécutif de la ville, présidé par le maire Denis Coderre. Celui-ci le séduit en lui proposant un statut qui va lui permettre de réaliser un projet urbanistique avant la fin de sa carrière politique : le recouvrement de l'autoroute Ville-Marie à la Place d'Armes. C'est le choc et la colère dans les rangs de PM, particulièrement parmi les élu-e-s, mais aussi parmi les nouveaux membres qu'il a attirés au parti. Par la suite, Bergeron enfonce le clou par des attaques traîtresses et virulentes contre Projet Montréal, ce qui le discrédite auprès des membres du parti et de nombreux observateurs de la scène municipale.

P.B. — Qu'est-ce qui se passe après le départ de Bergeron ?

M. C. — Les médias répètent souvent que les partis municipaux ne survivent pas au départ de leur chef fondateur. Mais, devant l'adversité et fort de son programme et de sa mobilisation de 2013, les élu-e-s et les instances de direction de Projet Montréal se ressaisissent et choisissent unanimement Luc Ferrandez comme chef intérimaire. Nous restons fiers et flegmatiques face au départ de Bergeron. Luc Ferrandez parle haut et fort. Il promeut un vrai projet municipal, axé sur la démocratisation des structures, la revitalisation des quartiers comme milieux de vie et une réorganisation en profondeur des aménagements urbains. Il mène bien le parti au conseil municipal et gagne de plus en plus l'estime des collègues, membres et chroniqueurs. Ses actions dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal sont mieux acceptées que durant son premier mandat. Mais il ne mâche pas ses mots, et il est toujours victime d'une campagne de dénigrement de la part des associations de commerçants et de certains médias. Craignant que cette image ne nuise aux chances d'élection de PM en 2017, il décide de se sacrifier et de ne pas se présenter à la course à la chefferie du parti en 2016. Il faut dire qu'il redoute le poids que la mairie ferait peser sur sa situation familiale et paternelle.

P.B. — La course à la chefferie révèle des divergences...

M. C. — Il y a des tendances écologistes et urbanistiques plus radicales et d'autres plus modérées. Cela reflète des points de vue différents sur les forces sociales et les intérêts économiques en jeu face au développement de la ville. Mais c'est surtout la possibilité tangible d'une victoire électorale qui exacerbe les divergences, ce qui tend à polariser la discussion autour des candidats à la chefferie. Il y a d'une part Guillaume Lavoie, un universitaire médiatique, proche des milieux économistes et des milieux politiques libéraux. Il se présente comme un gestionnaire articulé, avec une belle prestance publique. À l'inverse des personnes plus à gauche de PM, il se fait l'apôtre d'Uber qu'il voit comme un merveilleux moyen de « mobilité individuelle » permettant de bonifier l'offre de transport. Parallèlement, il propose de privatiser des lignes d'autobus pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts des transports collectifs.

Par contraste, Valérie Plante, fidèle à son expérience en travail social, promet de se battre contre les inégalités, pour le logement social, pour des quartiers plus verts et pour les transports actifs; enfin, elle se prononce pour l'augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure pour les employé-e-s municipaux. Je ne suis plus président du parti, mais j'appuie immédiatement sa candidature, persuadé qu'elle incarne les valeurs premières profondes du parti. Valérie a aussi démontré sa pugnacité lors de son élection dans le district Sainte-Marie de l'arrondissement Ville-Marie contre la candidate favorite, l'ancienne ministre péquiste Louise Harel. Plusieurs dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et ailleurs se mobilisent pour sa candidature face à Guillaume Lavoie qui dispose de l'appui d'une majorité des conseillers municipaux de PM.

Bientôt, les effectifs de PM grimpent à 1800 membres, et finalement, le 4 décembre 2016, Valérie est élue de justesse à la direction de PM avec 51,9 % des voix. C'est la surprise. Les modéré-e-s sont déçus et y voient une diminution de leurs chances électorales. Mais les cercles plus à gauche du parti et ses sympathisants et sympathisantes, proches de Québec solidaire et du Nouveau Parti démocratique (NPD), des milieux écologistes, communautaires, féministes et syndicaux, se réjouissent. Néanmoins, sa base est étroite. La majorité des conseillers de Projet Montréal craignent qu'elle ne soit trop identifiée à la gauche, ce qui, pensent-ils, pourrait permettre au discours populiste du maire Coderre d'assurer sa réélection. Mais ils se rallient finalement derrière elle, sauf Guillaume Lavoie. Dans les mois précédents et pendant la campagne électorale, Valérie démontre un réel leadership, tout en gardant sa personnalité et sa nature sympathiques; elle conquiert les personnes élues et candidates. Projet Montréal devient ainsi plus fort et plus uni.

Valérie Plante en bref

- Naissance à Rouyn-Noranda en 1973.
- Diplômée de l'Université de Montréal en anthropologie, en intervention en milieu multiethnique et maîtrise en muséologie.
- Intervenante communautaire et membre du conseil d'administration de la Fondation Broadbent.
- Éluée conseillère municipale dans l'arrondissement de Ville-Marie en 2013.
- Éluée cheffe de Projet Montréal en décembre 2016.
- Éluée mairesse de Montréal le 5 novembre 2017.

P.B. — Comment comprendre la victoire inattendue de Valérie Plante dans la course contre Denis Coderre ?

M. C. — Il y a eu un alignement des astres. D'abord, Projet Montréal dispose de forces militantes nombreuses et enthousiastes. Le parti est uni, il fonctionne démocratiquement. Son financement va bien. C'est de loin le parti le plus sain et le mieux organisé. Sur la scène publique, le maire Coderre se fait prendre à son propre jeu, en jouant un rôle de « mononcle » paternaliste, et en appuyant, selon la bonne manière des administrations précédentes, des mégaprojets pour favoriser des promoteurs maladroits qui ont l'avantage d'avoir de bonnes « connexions ». On pense au stade de baseball – promis mais non réalisé. Il y a aussi la course des voitures électriques (formule E), qui perturbe le centre et l'est de Montréal aux frais des contribuables et aux dépens des résidentes et des résidents, dans une opacité que le maire ne peut expliquer. Globalement, on sent monter une vague de changement, dans le sillon de la vague orange du NPD en 2011, de la grande mobilisation étudiante de 2012, et même des signes avant-coureurs de la montée de Québec solidaire. On a l'intuition que quelque chose est dans l'air.

Du côté de PM, la campagne électorale commence d'une manière prudente. Sans renier les engagements du parti, elle se focalise sur la personnalité chaleureuse et spontanée de Valérie. On demande aux gens de voter pour une femme honnête, à l'allure anti-politicienne, anti-affairiste. Le slogan fait sourire et attire l'attention : *Valérie Plante, l'homme de la situation.*

Sur le plan interne, Valérie renforce ses appuis parmi les conseillers de PM en décidant qu'il n'y aurait pas de course à l'investiture pour les conseillères et conseillers élus, autrement dit, les élus sont les candidates et les candidats de leur district ou arrondissement. Cela a un effet d'apaisement, sauf dans un cas où deux personnes élues postulent pour un même poste. Valérie va chercher des alliés de poids dans

d'autres partis, notamment Maja Vodanovic de l'arrondissement de Lachine, et l'influent Benoît Dorais, maire du Sud-Ouest.

Autrement, la campagne se déroule de manière classique, dominée par les spécialistes des communications. On évite les propositions compliquées, on fait « *people* » et on promet, sans trop réfléchir, de ne pas augmenter les impôts. L'équipe des communications, dont plusieurs émergent de l'aventure heureuse de Jack Layton (NPD), fabrique une image impeccable qui apaise les craintes de changements radicaux. Le rire éclatant de Valérie, son regard franc, sa sincérité et son sens de la répartie gagnent les cœurs.

Côté engagements stratégiques, le grand coup est de mettre de l'avant l'idée d'un métro sur la diagonale centre-ville-nord-est de Montréal pour soulager la ligne orange et desservir une population coupée du centre de la ville, tout en lui donnant un nom féministe : *la ligne rose* ! L'annonce un peu provocante contraste avec la grisaille des promesses municipales, ce qui par ailleurs a l'effet de mettre de côté l'enjeu déchirant du Réseau express métropolitain (REM) sur lequel il y a des points de vue différents. Valérie promet également de ne pas augmenter les taxes la première année de son mandat pour éviter de se faire traiter d'irresponsable. Cette tactique électorale est vouée à l'échec aux yeux de candidates et candidats et membres du parti, dont Luc Ferrandez – il reprochera cet engagement lors du premier budget de Valérie Plante. Néanmoins, Valérie maintient le cap.

Finalement, la future mairesse tire son épingle du jeu. Comme le résume Ludvic Moquin-Beaudry, critique des questions urbaines pour Québec solidaire, Projet Montréal sous la direction de Valérie, a su proposer « des mesures qui traduisent ces principes dans le vécu quotidien de la population. On a montré *de quoi a l'air* une ville de développement durable et de justice sociale. On a offert un *horizon concret* pour les quatre prochaines années, et ce, sans jamais faire de compromis sur les principes⁷ ».

P.B. – Une fois l'élection passée, comment s'amorce la transition ?

M. C. – Valérie Plante apprend vite son rôle, assume avec courage ses lourdes responsabilités et s'entoure d'une équipe comprenant des figures de proue de tendances diverses, dont Luc Ferrandez, Benoît Dorais et Robert Beaudry. Elle s'entoure d'une équipe de professionnels des communications dont le mandat premier, comme dans toute politique partisane, est de la protéger, envers et contre tous. Malgré ces avantages, l'arrivée au pouvoir est lourde. Les besoins administratifs pressants et la rapidité de réaction que nécessitent les événements qui surviennent constamment

7 Ludvic Moquin-Beaudry, « Victoire de Valérie Plante : quelles leçons pour la gauche », *Ricochet*, 19 novembre 2017, <<https://ricochet.media/fr/2029/victoire-de-valerie-plantre-queelles-lecons-pour-la-gauche>>.

limitent les liens entre le cabinet de Valérie et le caucus des conseillers du parti, et entre ceux-ci et les membres, relativement essouffés après une campagne électorale. Imperceptiblement, il se forme une garde rapprochée de la mairesse, ce qui réduit l'influence de membres du cabinet, du caucus et du conseil de direction du parti. Cette tendance universelle affecte la mairie et les relations entre les différentes instances de son administration et du parti.

Un premier accrochage survient lorsque le premier budget de l'administration augmente les taxes foncières de 3,3 % sur les immeubles résidentiels. Cette augmentation, techniquement justifiable par rapport au rattrapage urgent de réfections des infrastructures hydrauliques et routières, signifie une augmentation de taxes au-delà du taux d'inflation, ce qui fait que la mairesse se trouve à briser sa promesse électorale. D'où le tollé d'opposition au budget : les propriétaires montent aux barricades et les éditorialistes lui tombent dessus. Même Luc Ferrandez est critique. De surcroît, suivant le malheureux conseil de son équipe de communications, Plante tente de jouer sur les mots, alléguant que sa promesse porte seulement sur la partie « charges générales » des taxes foncières (1,9 %). C'est une première désillusion des Montréalaises et des Montréalais : selon les médias, la Valérie, si franche et candide, a « trompé » la population par un engagement électoral intenable, puis en se défendant maladroitement. Heureusement, elle finit par admettre son erreur. Mais cette façon relativement fallacieuse de présenter le budget détourne l'attention des mesures progressistes du nouveau budget et de réalisations intéressantes, dont la commande de 300 nouveaux autobus.

P.B. — Après ce début un peu chancelant, il appert que la nouvelle mairesse est prête à d'autres compromis...

M. C. — Il y a cette histoire d'un nouveau stade de baseball. Chez Projet Montréal, on tient à ce que le projet ne coûte pas un sou des fonds publics, ni pour le stade lui-même, ni pour les infrastructures corollaires. Il faut aussi que cela ne nuise pas à la qualité de vie des quartiers affectés ni au plan d'urbanisme de la ville. Mais les promoteurs s'acharnent. Stephen Bronfman en tête réclame des « accommodements » comme des investissements municipaux dans la desserte en transport collectif et des infrastructures. Valérie se montre affable. Avec sa casquette des Expos, elle se dit ouverte, mais elle ne s'engage pas encore. À ma connaissance, il n'y a jamais eu de discussion sur ce sujet dans le caucus ou dans les instances de PM. Elle est isolée par sa garde rapprochée, même les conseillers municipaux de PM ne savent pas bien ce qu'elle pense.

Quant au REM, Valérie Plante finit par applaudir ce projet, sans la moindre critique sérieuse. Il n'y a aucun débat adéquat dans le caucus ou dans le parti. Projet Montréal, soi-disant un parti urbanistique d'avant-garde, n'a aucune position sur le REM, un

projet qui va pourtant façonner le financement et le développement de Montréal et affecter les finances publiques pour les prochaines décennies. La ligne rose apparaît peut-être comme le projet qui doit corriger les impacts négatifs du REM sur les disparités socio-économiques est-ouest de l'île, mais le financement et la réalisation de ce projet sont conditionnés par le financement et par l'empreinte monopoliste du REM sur l'étalement urbain et la logistique des entreprises de construction.

P.B. – Comment expliquer l'absence d'opposition ?

M. C. – Le débat sur le REM est esquivé. La mairesse et le caucus de PM semblent être résignés : c'est décidé et il n'y a rien à faire. Certes, le programme du parti ne contient habituellement pas un plan de réalisation des priorités stratégiques spécifiant les étapes nécessaires pour évaluer la direction et les écarts de direction possibles de l'administration. Néanmoins, si on veut être conséquent avec les principes démocratiques, on ouvre la discussion sur ces plans et priorités, on ne laisse pas cela à un petit groupe d'élu-e-s et de fonctionnaires. Côté transport, par exemple, on a vu un glissement : les élu-e-s du parti évitent de discuter du REM, de la ligne rose, des autobus électriques et de l'avenir du tramway. « On attend des études », disent-ils... Cet « attentisme » érigé en principe fataliste est nouveau dans le parti. Parallèlement, la division des responsabilités entre les élu-e-s et l'absence de débats empêchent de clarifier les choses.

P.B. – Et alors survient la démission fracassante de Luc Ferrandez...

M. C. – Luc Ferrandez est le seul qui exprime ouvertement et clairement une vision urbanistique cohérente, forte et concrète sur l'avenir de Montréal. Lui et son équipe ont été à l'avant-garde des arrondissements de Montréal et même des villes du Québec dans le verdissement des ruelles, le développement des saillies de trottoir vertes, les terrasses de restaurant dans les rues et sur les trottoirs, la déminéralisation des rues et des parcs, la réduction du stationnement, l'apaisement de la circulation automobile, la priorisation de pistes cyclables et des traversées piétonnes sécurisées, etc. Courageusement, il n'a pas laissé les oppositions l'intimider. Son départ est donc un dur coup pour la gauche écologiste qui voit les liens entre l'urgence climatique et un réaménagement urbanistique centré sur les besoins et le bien-être profonds des citoyennes et des citoyens de Montréal.

Par-delà le radicalisme apparent des priorités climatiques et écologiques que Ferrandez a énumérées et qu'il reproche à Valérie Plante de négliger, je me permets de retenir comme critiques fondamentales : 1) l'absence de plan directeur concernant les priorités de l'administration ; 2) l'incohérence apparente entre les priorités du comité exécutif et la *Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique* adoptée

en novembre 2018 par la Communauté métropolitaine de Montréal ; 3) un manque de transparence du comité exécutif envers les membres, les élu-e-s et la direction du parti, ce qui aboutit à un fonctionnement passif. Évidemment, il y a toujours un débat entre réalisme et utopisme dans toute conjoncture concrète donnée. Mais cela ne justifie pas que les membres du parti ne puissent pas discuter activement d'un plan directeur liant des priorités stratégiques de l'administration à l'urgence climatique et aux priorités urbanistiques. C'est comme s'il n'y avait plus de « projet » dans Projet Montréal.

P.B. — Tout cela s'ajoute également au déficit de pouvoir des municipalités...

M. C. — Nos villes ont peu de pouvoirs comparativement à ceux des villes américaines et de plusieurs villes européennes. Au Québec, leurs pouvoirs ne sont que de simples émanations administratives du gouvernement provincial. Cela réduit énormément le champ des « possibles » et des capacités de Montréal de s'adapter aux réalités climatiques et de protéger sa population. Et cela envenime les débats entre réalistes et utopistes, entre modérés et radicaux, restreignant la marge de jeu et de négociation politiques.

P.B. — Comment faire face à cette situation ?

M. C. — L'administration de Montréal, la Communauté métropolitaine de Montréal et l'Union des municipalités du Québec doivent exiger des pouvoirs supplémentaires. Il n'y a pas d'autres voies pour faire face aux enjeux climatiques, écologiques et humains des villes du XXI^e siècle. Il faudra une convergence de ressources et de politiques progressistes radicales de tous les paliers de gouvernement pour mettre en place des solutions structurantes et durables. Maintenant, à court terme, une partie des Montréalaises et des Montréalais doutent de l'idéal de transparence, de pédagogie et d'intégrité de Projet Montréal et de Valérie Plante. Sommes-nous en train de devenir un parti politique comme les autres ? Il faut que Projet Montréal et Valérie Plante soient plus didactiques et transparents et qu'ils démontrent davantage de détermination d'ici la prochaine élection, s'ils veulent convaincre la population de s'engager dans les changements nécessaires pour sauver nos milieux de vie, limiter les ravages des inondations et des dérèglements du climat.

P.B. — Que dire de la vie interne de Projet Montréal ?

M. C. — Le parti doit renouveler la culture de débats qui était sienne et doit interroger les politiques des élu-e-s et de l'administration Plante-Dorais. Il faut rétablir les liens entre la mairie, le caucus du parti, le conseil de direction et les instances de base du parti. Pour cela, les congrès et les conseils généraux du parti doivent aborder les

questions politiques difficiles et non plus les éluder. Et les membres doivent se remobiliser dans le parti et face à leurs élu-e-s. Je crois aussi que le parti lisse encore trop les communications internes et a trop peur de montrer les divergences, pourtant saines même si difficiles, existant en son sein. Sinon, l'intérêt pour la politique et la démocratie tomberont de quelques crans aux prochaines élections municipales en 2021 et les problèmes fondamentaux de Montréal vont demeurer.